

France Europe Afrique Amériques Asie-Pacifique Moyen-Orient

/ [Afrique](#)

Sahara occidental : 45 ans de conflits et de négociations "au point mort"

Au Sahara occidental, les indépendantistes du Front Polisario ont annoncé, vendredi, la fin d'un cessez-le-feu vieux de 30 ans, suite à une opération militaire marocaine dans une zone tampon de ce territoire disputé. Retour sur les origines de ce conflit, et les conséquences que peut avoir un tel événement.

Publié le : 13/11/2020 - 22:40



Une femme sahraouie brandit le drapeau de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), 40 ans après sa proclamation, le 27 février 2016, dans le territoire disputé du Sahara occidental. © Farouk Batiche, AFP

Par : [Pauline ROUQUETTE](#)

[Suivre](#)

PUBLICITÉ

La situation se tend de nouveau au Sahara occidental. Le Front Polisario, mouvement indépendantiste sahraoui, a annoncé, vendredi 13 novembre, la fin d'un cessez-le-feu conclu il y a près de 30 ans sous l'égide des Nations unies.

"La guerre a commencé", a déclaré Mohamed Salem Ould Salek, chef de la diplomatie de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), proclamée par le mouvement indépendantiste en 1976. "Le Maroc a liquidé le cessez-le feu", a-t-il ajouté en réaction à [l'opération militaire lancée par le Maroc dans la zone-tampon de Guerguerat](#), à l'extrême sud-ouest de l'ancienne colonie espagnole au statut encore non défini.

Ce cessez-le-feu, conclu en 1991 après 16 ans de guerre, a débouché sur de multiples tentatives de négociations, chapeautées par la communauté internationale, mais dont aucune n'a jusqu'ici abouti.

Conflit post-colonial

Ancienne colonie espagnole, le Sahara occidental, qui s'étend sur 266 000 km² et est peuplé de plus d'un demi-million d'habitants, est essentiellement contrôlé par le Maroc, qui détient 80 % de ce territoire quasi-désertique, au sous-sol riche en phosphates et au littoral très poissonneux. Une situation qui perdure depuis 1975.

À l'issue de la "Marche verte" organisée cette année-là, à l'appel du roi marocain Hassan II, pour prendre possession du Sahara occidental, l'Espagne cède le nord et le centre de sa colonie au Maroc, et le sud à la Mauritanie. Une annexion que refuse d'emblée le Front Polisario, soutenu par l'Algérie. Les partisans du Front Polisario attaquent alors les forces marocaines et mauritaniennes, qu'ils considèrent comme des forces d'occupation.

En 1980, quatre ans après la proclamation de la RASD par le mouvement indépendantiste sahraoui, le Maroc construit un "mur de défense". Long de 2 700 kilomètres, ce rempart de sable fend aujourd'hui encore le désert pour mieux quadriller le Sahara occidental, que le royaume considère comme appartenant à son territoire national.

S'ensuit un exode des populations. Pour la seule année de 1976, quelque 10 000 réfugiés sahraouis quittent le pays pour les camps de Tindouf, en Algérie, fuyant la guerre. Selon diverses sources, de 100 000 à 200 000 réfugiés sahraouis sont aujourd'hui installés dans ces camps situés à 1 800 km au sud-ouest d'Alger, près de la frontière avec le Maroc. Depuis près de trente ans, ces derniers réclament un référendum d'autodétermination, là où le Maroc se dit uniquement prêt à faire de ce territoire une région autonome, mais placée sous sa souveraineté.

Infographie Sahara occidental, 13 novembre 2020. © Infographie France 24

Négociations au point mort et soubresauts belliqueux

Face à cet impossible dialogue, une mission de l'ONU, [la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental \(Minurso\)](#) est créée en 1991 lorsque le cessez-le-feu est déclaré. Sur place, à Laâyoune, ces forces locales de maintien de la paix s'inscrivent dans le prolongement de la demande faite au Maroc par l'ONU : organiser un référendum sur l'autodétermination du peuple sahraoui, auquel le royaume marocain continue de se refuser. S'ensuivent des années de statu quo, [ponctuées de soubresauts belliqueux](#).

Où en était-on jusqu'ici des négociations ? "Au point mort", affirme Francesco Correale, ingénieur de recherche en analyse des sources historiques et culturelles au CNRS. "Le Royaume du Maroc refuse, depuis 2004, l'application du droit d'autodétermination par l'organisation d'un référendum, tel qu'il est statué par l'ONU depuis 1963 et confirmé dans les accords de cessez-le-feu de 1991", explique l'historien, contacté par France 24. Or, de son côté, le Front Polisario n'accepte pas que ce principe puisse être remis en cause par le projet d'autonomie régionale proposé par les autorités marocaines.

Au cours des dernières années, "l'ONU s'est même posé la question de l'utilité de la Minurso", ajoute le chercheur. "Car, de fait, elle se limite à surveiller le respect de la trêve mais, malgré des tentatives effectuées en 1991, 1997 et 2004, elle n'a pas réussi à remplir sa mission principale, à savoir : la réalisation du référendum d'autodétermination".

De leur côté, plusieurs ONG ont accusé le Maroc de "crime de colonisation", le Sahara occidental étant aujourd'hui encore le seul territoire africain au statut post-colonial non réglé. En termes juridiques, cette zone est inscrite depuis 1963 dans [la liste des territoires non autonomes](#), établie par la IVe Commission générale des Nations unies. Et bien que le Maroc ne s'estime pas colonisateur du territoire, sa présence n'en est pas moins rejetée par la majorité de la population sahraouie, précise le chercheur, qui suit la question depuis trente ans sous l'angle de l'histoire coloniale de la région et de l'histoire du conflit au Sahara occidental. En témoignent, selon lui, "les nombreuses intifadas qui se sont succédé dans les différentes villes du Sahara (en 1999, 2005 et 2010)".

Par ailleurs, ajoute-t-il, "depuis 1991, les autorités ont facilité - pour ne pas dire invité - les populations des régions du Maroc à s'installer au Sahara, renversant ainsi les équilibres démographiques, au point qu'aujourd'hui, les Sahraouis sont minoritaires à l'intérieur de leur propre territoire". Ainsi, il ne fait aucun doute que "pour les Sahraouis et le Front Polisario, le territoire est occupé par un État colonisateur". Élément auquel s'ajoute l'exploitation des ressources du territoire (notamment ses gisements de phosphate et ses zones de pêche) au bénéfice exclusif du Maroc. Une situation dénoncée par des

ONG, en particulier [Western Resource Watch](#), et sur laquelle "le royaume du Maroc a systématiquement refusé de laisser les populations sahraouies s'exprimer", pointe Francesco Correale.

"Il faut espérer que l'ONU reprenne en main la question"

Malgré son rôle fondamental dans ce dossier dont elle s'est saisie il y a trois décennies, "l'ONU semble presque se dessaisir de la question, tout en maintenant une surveillance formelle de la situation", analyse l'historien. Pour ce dernier, en effet, "le fait que le Secrétaire général des Nations unies n'ait toujours pas nommé de nouvel envoyé personnel (l'ancien émissaire, Horst Köhler, a quitté son poste "pour raison de santé" en mai 2019, NDLR), est une marque importante de ce 'désistement'".

Le résumé de la semaine

France 24 vous propose de revenir sur les actualités qui ont marqué la semaine

[Je m'abonne](#)

Du côté de l'Union africaine (UA), l'impulsion ne semble pas non plus au rendez-vous, compte tenu de "blocages internes entre les partisans du Maroc et les partisans de la RASD", ajoute Francesco Correale. Par ailleurs, le Maroc a toujours repoussé toute médiation de l'UA sur la question sahraouie, estimant que ce dossier n'appartient qu'à l'ONU.

Mais même au sein de l'ONU, la position des différents États est loin d'être homogène. L'Espagne, "qui a une responsabilité historique grave vis-à-vis de ce conflit" pourrait peser davantage sur le respect des résolutions de l'ONU, estime le chercheur au CNRS. Les États-Unis ont, quant à eux, soutenu la proposition faite par le Maroc en 2007

d'octroyer aux Sahraouis un statut d'"autonomie" au sein du royaume chérifien.

Pour ce qui est de la France, qui fait partie des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, son rôle a été plus actif. Celle-ci a plusieurs fois réitéré son soutien au Maroc, son meilleur allié au Maghreb, et a également épaulé militairement la Mauritanie à travers l'opération Lamantin, entre décembre 1977 et juillet 1978, afin d'aider le gouvernement mauritanien à repousser le Front Polisario. "C'est d'ailleurs le gouvernement français qui, ces dernières années, s'est opposé avec la plus grande force au Conseil de sécurité de l'ONU concernant l'extension du mandat de la Minurso", explique Francesco Correale. Extension [que demandait, entre autres, l'ONG Amnesty International](#), et qui a finalement été décidée le 30 octobre dernier, pour une durée d'un an.

En Algérie, une aide inconditionnelle au Front Polisario a été accordée dès l'ère Hourri Boumédiène. L'ancien président algérien (de 1965 à 1978) n'avait pas apprécié que l'avenir des territoires sahraouis soit décidé sans le consulter. Par ailleurs, "la 'Marche verte' avait inquiété les Algériens, qui considéraient l'expansionnisme marocain comme une menace pour leurs propres frontières", [selon Lucile Martin, collaboratrice aux Cahiers de l'Orient](#).

Mais alors quelles conséquences cette nouvelle rupture du cessez-le-feu peut-elle avoir sur le terrain ? "Il est extrêmement difficile de répondre à cette question", prévient Francesco Correale. "Il faut espérer que l'ONU reprenne en main la question, obtenant un cessez-le-feu immédiat et faisant valoir, dans des nouvelles négociations, l'application du principe d'autodétermination, de manière à ce que les Sahraouis puissent enfin décider de leur futur", poursuit-il, ajoutant que le scénario contraire est imprévisible pour le moment. "Personne n'est en mesure de comprendre ni l'extension du conflit, ni ce qu'un conflit de ce type pourrait engendrer au niveau régional".

Partager :

Poursuivez votre lecture sur les mêmes thèmes :

Sahara occidental

Front Polisario

Maroc

Algérie

Indépendantisme

CONTENUS LIÉS

Opération de l'armée marocaine dans une zone-tampon au Sahara occidental

MURS

Ces autres murs qui divisent le monde

Crispations en Algérie à l'approche de la CAN-2020 de futsal au Sahara occidental

s Sponsorisés

Recommandé par



Mach's
Knut!

Smårt Sale bis 7.1.



Publicité

Publicité

**n Sie das Ende der
erschwinglichen
s-Kreuzfahrten**
par Antarktis-Urlaube

**Ceci arrive tous les jours à
Dubai**
Sponsorisé par Investing Magazine

**La robe de mariée de P
a mis ses invités mal à**
Sponsorisé par <https://mx.invest>

Publicité

Publicité

drone ceci n'aurait pu être découvert

par Investing Magazine

Trump: Zweifel an geistiger Gesundheit nach neuem Ausrutscher

Sponsorisé par Ohmymag DE

"Elle était belle..." : cette chroniqueuse de TPMP qui Dominique de Villepinte

Sponsorisé par Voici



Immigration : quelles conséquences pour les Français en France ?

Publicité

Guerre Israël-Hamas : des milliers de so israéliens blessés dans les combats

Publicité

Mit 55 Jahren wohnt ein Senior in diesem Haus

par Investing Magazin

Winterzeit Faltenzeit? Welchen Fehler Sie vermeiden sollten.

Trick bei Mundfalten

Sponsorisé par Apotheker Warentest

[Fotos] Die Sicherheitskräfte in der U-Bahn haben nur Pflicht getan

Sponsorisé par Drynastar

Publicité

VIDÉO - Anne-Elis Lemoine, son petit politique dans C à

Sponsorisé par Gala

Publicité

Trump reçoit une avertissement de son ancien avocat : les médias ont remis en question sa crédibilité

par NEWS.Gentside

[Fotos] Avec presque 60 ans, Brad Pitt, qui a épousé Angelina Jolie, a révélé l'impact de sa vie sur sa santé

Sponsorisé par Invest

SUR LE MÊME SUJET

Tensions liées au manque d'essence en Guinée, où le bilan de l'incendie de Conakry grimpe encore

La France

**ferme son am-
bassade au Ni-
ger, qui ne peut
"plus assurer
ses missions"**

**RD Congo :
fin des élec-
tions après
deux jours de
vote, les pre-
miers résultats
attendus ven-
dredi**

**En Guinée-Bis-
sau, le pré-
sident Embalo
forme un nou-
veau gouverne-
ment**

RÉCITS
CONTRADICTOIRES

**Au Burkina Faso,
quatre français
arrêtés pour
suspicion d'es-
pionnage**

PRÉSIDENTIELLE
EN RD CONGO

**En RD
Congo, les élec-
tions conti-
nuent jeudi
dans les bu-
reaux qui n'ont
pu ouvrir**

**Génocide au
Rwanda : l'ex-
médecin Sos-
thène Munye-
mana condam-
né à Paris à 24
ans de réclu-
sion**

Guinée : le bilan de l'incendie dans dépôt de carburant à Conakry passe à 18 morts

QUATRE
SCRUTINS

Journal de l'Afrique : édition spéciale en RD Congo pour les élections du 20 décembre

REPORTAGE

Présidentielle en RD Congo : la transparence, clé de la confiance

Égypte : le président Sissi réélu pour un troisième mandat avec 89,6 % des voix

Guinée : un incendie meurtrier dans un dépôt de carburant à Conakry

L'Union européenne et le Kenya signent un accord commercial "historique"

Dans l'actualité

[Immigration](#)

[Pour aller plus loin](#)

[France](#)

[Gérald Darmanin](#)

[Assemblée nationale](#)

À l'international

À propos de France 24

Les sites France Médias Monde

Nos services

[S'abonner aux newsletters](#)

[RSS](#)

[Recevoir France 24](#)

Notre application

[Télécharger l'application France 24](#)

[Mentions légales](#)

[Confidentialité](#)

[Cookies](#)

[Gestion des notifications](#)

[Facebook](#)

[X](#)

[Instagram](#)

[YouTube](#)

[TikTok](#)

[Whatsapp](#)

[Telegram](#)

© 2023 Copyright France 24 - Tous droits réservés. France 24 n'est pas responsable des contenus provenant de sites Internet externes. Fréquentation certifiée par l'ACPM/OJD.

[La une](#)

[Replay](#)

[Direct](#)

[Thématiques](#)

[Menu](#)
